qu'ils n'agissent pas dans cette capacité judiciaire, quand l'Adresse proposée comporte un jugement solennel. N'est-il donc pas question d'approuver la conduite des Ministres, et par contre-coup, même à raison des circonstances extraordinaires dans lesquelles nous placent ces démarches plus qu'étrangées, de prononcer sur la conduite de celui qui tient les rênes du Gouvernement ?

Personne ne s'est prononcé plus fortement que moi sur le document produit devant cette Chambre, comme la réponse du Gouverneur, à l'espèce de plaidoyer de ses Ministres ; mais, s'il s'y trouve quelque chose d'irrégulier, qui peut mériter le reproche de l'avoir provoqué ? N'est-ce pas la démarche même, au moins, digne de censure des Ministres résignataires, sans compter qu'elle ne peut, comme on ne saurait trop le faire remarquer, servir de base pour nous faire prononcer sur ces graves questions.

La première règle de la Justice sous le rapport des loix comme de la morale, est de ne jamais discuter la conduite ou les droits de personne, encore moins de décider, sans l'avoir mis à portée de se défendre. Quelle idée que celle de faire en quelque sorte le procès de celui qui n'est, qui ne peut même être devant cette Chambre, qui n'a pas de Ministres pour y pouvoir expliquer sa conduite ou la défendre plus qu'ailleurs, pour l'éclairer de leurs conseils !

Je ne puis laisser ce sujet sans faire observer que les Membres de cette Chambre ne sont pas seulement chargés d'établir, pour leurs concitoyens, des règles de conduite, dont la première des conditions, pour les rendre obligatoires, est d'être d'accord avec celles de la morale. Gardiens nés des libertés publiques, ils le sont de la recherche et de l'examen des griefs qui peuvent devenir l'objet des plaintes du peuple qu'ils représentent. Ils doivent en particulier mettre la plus scrupuleuse exactitude à surveiller les procédés des tribunaux, pour élever la voix contre tout ce qui, dans